

# DESTINATION PARTAGE

## partage

**PARTIR TOUS**  
**PARTIR MIEUX**

Une union de CE et d'associations pour réfléchir et agir autour des politiques vacances  
[www.destinationpartage.fr](http://www.destinationpartage.fr)

## DROIT AUX VACANCES : IL PROGRESSE... DANS LES INTENTIONS

*Une mission est confiée par le Premier ministre à Pascale Fontenel-Personne, députée de La Sarthe, qui doit réfléchir « à une réorganisation du financement du tourisme pour tous dans un contexte de diminution des subventions publiques ». Elle doit rendre son rapport fin octobre.*

Depuis quelques années, les gouvernements successifs, confient des missions, aux fins de chercher à inverser la courbe du départ en vacances. Avec le mouvement des gilets jaunes, la difficulté à partir en vacances est pointée dans le grand débat.

### D'où vient-on ?

Le taux de départ en vacances des Français suit plutôt une trajectoire descendante depuis la fin des années quatre-vingt-dix. Si bien que le taux de personnes parties en « vacances » qui était de 65 % en 1995 est aujourd'hui d'environ 60 %, avec de fortes disparités + 3 (82 %) pour les + riches, - 10 (37 %) pour les revenus inférieurs à 1200 euros.

### En quoi, le fait d'accéder aux vacances est un marqueur social fort ?

Partir en vacances au sein des populations précarisées est effectivement un marqueur social fort, un signe envoyé à l'entourage qui indique la dignité retrouvée, le sentiment d'être « comme



*L'accès aux vacances : urgence sociale, rencontre à l'assemblée nationale le 21 juin*

tout le monde », le passage de l'univers des « assignés à résidence » à celui des « classes mobiles ».

### Quel sens donner aujourd'hui à cet accès différencié ?

Les Vacances font partie intégrante du bonheur et de l'épanouissement individuel dans la société post-moderne

et restent à ce titre des pôles phares de la consommation. Elles constituent un « droit » et un attendu de base, revendiqué là ou autrefois, elles étaient considérées comme une réponse au labeur et à l'effort et à ce titre, elles sont devenues des éléments essentiels porteurs de sens et d'une valeur identitaire



que le travail ne parvient plus nécessairement à assurer seul, elles sont des marqueurs sociaux importants.

Par ailleurs la tendance au fort éclatement de la cellule familiale au quotidien réclame un temps de retrouvailles, de resserrement des liens, essentiel pour la cohésion familiale... dont les vacances sont souvent devenues les dépositaires.

### Quelles sont les conséquences sociologiques de cette inégalité face aux vacances ?

Les effets se mesurent surtout auprès des enfants, mais pas seulement... Plus le milieu social permet des vacances variées, répétées dans l'année, riches de découvertes culturelles, voire de voyages à l'étranger, plus ces savoirs acquis profitent à la scolarité pour les enfants et les jeunes, mais aussi au cursus professionnel pour les adultes. De la même façon, l'apprentissage de la mobilité, pour les adultes est primordial. Or, il est désolant de constater que cette question n'apparaît dans aucun débat politique. Contrairement au temps scolaire, ou au temps de travail celui des vacances qui représente pourtant un tiers de l'année, chez les enfants, et jusqu'à 1/5 e pour les adultes, n'est plus pris en compte par l'État.

### Quelles aides aujourd'hui et pour qui ?

« Plus de la moitié des aides (...) bénéficie à 3,5 millions de salariés en CDI appartenant à des grandes entreprises disposant de comités d'entreprise distribuant des chèques vacances. Les conditions d'emploi, de salaire, de protection sociale y sont plus favorables que dans les autres entreprises », constatent les auteurs d'un rapport publié par le ministère de l'Économie en décembre 2013. Reste des soutiens publics pour les plus pauvres, de moindre importance, essentiellement versés par les CAF (caisses d'allocations familiales), et l'ANCV. À noter une très grande disparité des CAF à traduire ce soutien du fait du manque d'information, de sensibilisation et d'accompagnement, notamment en direction des publics les plus fragi-



Les soutiens de la campagne #EnVacances2019

lisés (Monoparentalité...). Les budgets alloués représentent environ 70 millions et sont globalement en recul ces dernières années (moins 20 millions), sans compter que ces fonds ne sont pas totalement utilisés.

### Comment s'organise la Société face à ces carences ?

Au début des années soixante, quand tout était à construire, associations et syndicats se retrouvent pour participer au développement du tourisme social, outil d'un tourisme de masse, accessible au plus grand nombre. Aujourd'hui, chèques vacances, remboursement de factures, voire réservations d'aliments

de campings tiennent lieu le plus souvent de politique vacances.

À côté, on assiste depuis plus de 25 ans, à la montée en charge des organismes caritatifs qui accompagnent des publics oubliés des vacances: précaires, chômeurs, mères isolées, qui sont soutenus financièrement par L'ANCV et son Action Sociale, un certain nombre de Caf, voire des Conseils Régionaux, Départementaux, CCAS...

Depuis l'État s'est désengagé, laissant depuis 1982 et la création du chèque vacances, les bénéficiaires se débrouiller seuls...

## L'ACTION DE DESTINATION PARTAGE

Destination Partage, est intervenue ces derniers mois à nouveau, à plusieurs niveaux.

Au sein du Collectif **Vacances Ensemble faisons vivre la solidarité**, mais aussi, en étant signataire et coorganisateur de la campagne **# En Vacances**, qui a interpellé l'État et les pouvoirs publics, par une campagne de presse, mais également un temps fort à l'Assemblée nationale le 21 juin, en présence de plusieurs députés de la majorité et de la secrétaire d'État à l'exclusion.

Nous sommes également intervenus dans le cadre de la Mission citée en préambule, étant auditionnés sur les constats et propositions.

Enfin nous sommes intervenus auprès des organisations syndicales, sur les conséquences d'une éventuelle taxation-fiscalisation des aides des CE, par l'Urssaf, et pour sensibiliser les syndicats de salariés à notre combat pour le Droit aux vacances.

Le **Bureau national de la CFDT**, s'est montré sensible à nos arguments, les rapprochant du combat des organisations qui développent le **Pacte du pouvoir de vivre**, la Commission exécutive du syndicat (son "gouvernement") a mis en place un plan d'action qui s'inspire de nos constats afin de mobiliser les militants et tout particulièrement les administrateurs des CAF.

# Face aux enjeux de l'accès aux vacances pour tous, quelle action pour les Comités d'entreprises ?

Le rôle des CE est de plus en plus complexe. Ils n'ont jamais été aussi tiraillés qu'aujourd'hui, face à des injonctions contradictoires : donner un simple complément de pouvoir d'achat et se cantonner à de la redistribution, ou bien continuer de mener une véritable politique des ASC (activités sociales et culturelles) sous-tendue par des valeurs. Et cela dans un contexte alourdi par les conséquences des ordonnances Macron et la réduction du nombre d'heures et de délégués dans les nouveaux CSE. La période est décidément plutôt défavorable pour les CE, accusés de tous les maux :

« Les aides liées aux comités d'entreprise et aux employeurs ne sont pas forcément ciblées sur les ménages à revenus faibles contrairement aux aides publiques » (Rapport UNAF\* 2016) et même :

« Au total, 25 % des plus aisés (plus de 3 000 euros mensuels pour une personne seule) et même 26 % de la partie haute des classes moyennes (de 1900 à 3000 euros) ont reçu une aide financière pour partir en vacances, contre 22 % des bas revenus (inférieurs à 1200 euros). C'est le cas de 38 % des professions intermédiaires contre moins de 30 % des ouvriers et des cadres supérieurs. » (Observatoire des inégalités, juillet 2016)

➤ Il est primordial que les CE restent des acteurs de terrains qui continuent de lancer et gérer des activités sociales et culturelles, dans un souci d'équité, pour permettre à des populations fragiles, de s'évader d'un quotidien difficile. Pour cela de nouveaux outils sont à la disposition des CE (voir encadré).



Photo ATC

C'est fort de ces convictions que Destination Partage a élaboré sa Charte « Partir Tous, Partir Mieux \* », et s'est inscrit dans l'action du collectif *Vacances, Ensembles faisons vivre la solidarité*.

Ce collectif, dont nombre de structures accompagnent des exclus des vacances, exerce une action de lobbying, auprès des décideurs, mais également une sorte de décryptage, des divers renoncements au départ. Souvent la conséquence d'une précarité accrue ces renoncements touchent des salariés de toutes origines et de toutes entreprises.

Les rencontres des membres du collectif permettent de confronter les expériences et de valider les actions menées auprès des institutions, des financeurs, des syndicats. La présence de Destination Partage, est fondamentale à plus d'un titre, pour populariser les actions menées et donner un écho des difficultés rencontrées par les élus de CE.

## DE NOUVEAUX OUTILS POUR LES CE

Deux « pistes » nous semble indispensables afin que les aides aux vacances soient ciblées en priorité vers ceux qui ont le plus besoin d'un coup de pouce pour déclencher leur départ en vacances :

**1. Mettre en place un Observatoire du départ en vacances dans l'entreprise** afin d'inclure tous les statuts, et suivre les évolutions d'une année sur l'autre (divorce, etc.)

**2. Raisonner avec le reste à vivre plutôt que le quotient familial.**

Cette notion (priorisée par les organismes sociaux et les membres du collectif *Vacances, Ensembles faisons vivre la solidarité*) a été forgée à partir d'un tableau de l'Insee qui a calculé, selon la composition d'un ménage, quels sont les coûts incompressibles (les dépenses annuelles moyennes par ménage) auxquels il doit faire face. Ces coûts comprennent par exemple l'alimentation, le loyer, l'électricité, etc.

## Notre Assemblée générale annuelle

L'AG s'est tenue le 20 juin, dans les locaux de notre partenaire ATC-Routes du Monde. Elle a validé les résultats de l'association qui présentent un excédent confortable pour la 8<sup>e</sup> année consécutive. Des résultats obtenus sans augmentation de la contribution des adhérents, en consolidant les fonds propres, et en assurant la mutualisation des coûts de l'Immatriculation (RCP, garantie financière) au prorata des moyens de nos adhérents. Le rapport entre les cotisations et les prestations semble apprécié puisque des adhérents nouveaux du secteur associatif sont venus nous rejoindre, compte tenu du montant élevé des cotisations d'autres prestataires de l'immatriculation.

Parmi les thèmes débattus : les risques de charges sociales sur les prestations des CE (rapports IGAS et IGF attendus pour la fin octobre). Nous avons aussi

évoqué les voyages et obligations des responsables vis-à-vis des risques géopolitiques et en matière d'assurances au travers d'un échange particulièrement riche avec plusieurs responsables de commissions (CE Total, CE Safran, amicale du Personnel du Chu de Nancy, retraités CFDT île de France entre autres). Les gestionnaires de ce dossier à l'amicale du CHU de Nancy ont témoigné de l'apport de notre partenaire Assurance Conseil (présent par des interventions remarquables de précision et de compétence de William Bricks), chaleureusement remercié pour le concours juridique du cabinet et de Maître Jérôme Gardach qui a mis fin favorablement à un contentieux de plusieurs années. Enfin, nous avons décidé de sonder l'ensemble de nos adhérents pour retenir le ou les thèmes à aborder en 2020.

**BIENVENUE!** Plusieurs associations et unions de retraités nous ont rejoints dont Pure Expérience, le club des Aigles de Val d'Isère, ID Evasion, les unions CFDT retraités Gironde, Charente, Creuse et Vienne ainsi que la Nouvelle Aquitaine. Ils sont donc maintenant couverts par l'Immatriculation de Destination Partage.

## FORUM « Vacances Solidaires, Tous Ambassadeurs »

Destination Partage et plusieurs associations, dont le Secours Catholique, Vacances et Familles, les Restos du Cœur, la fédération des Centres Sociaux, Accueil Paysan, mais aussi la CFDT 17, la directrice de la Caf de Vendée et des responsables de villages de vacances adhérents à l'Unat des pays de Loire, se sont réunis le 1er avril à la Maison des Familles de la Roche sur Yon pour développer des synergies sur un objet commun « porter une parole collective pour un plaidoyer qui interpelle et permette d'inscrire

*les vacances dans les politiques et dans les faits comme un droit fondamental* ».

Près de 80 personnes, acteurs de l'accompagnement mais aussi bénéficiaires, ont participé à des tables rondes ponctuées chacune par une mise en commun en plénière, avec la participation d'un grand témoin, François Soulage, ancien président du collectif ALERTE.

Les vacances, sources de bien-être permettent également de se reconstruire tout en créant du lien social. Les échanges ont mis

## Organisateur acteur de l'aide au départ



### Séjour sénior à Biarritz et au Pays Basque

Acteur du Tourisme social, Destination Partage, intervient auprès d'un certain nombre d'adhérents pour organiser, à leur intention, des séjours. Après réception du cahier des charges, Destination Partage lance un appel d'offres auprès d'acteurs du tourisme. En 2018, c'est un séjour seniors qui a été organisé à Biarritz et au Pays Basque pour 8 jours au domaine de Françon, magnifique manoir géré par VTF.

Cette action de partenariat s'inscrit dans le cadre de la charte « Partir Tous Partir Mieux ». C'est un financement qui atteint 10 ou 20 % du montant du séjour et

accompagne cette aide vers nos adhérents au profit des retraités non imposables ou titulaires de petites pensions. Au final notre aide a profité à une quinzaine de retraités pour près de 700 €. De même, pour un séjour organisé à Saint Jorioz (lac d'Annecy) avec Ternélia la contribution de Destination Partage a permis de participer au financement pour 30 personnes à hauteur de 1500 €. C'est le sens de l'engagement de Destination Partage : grâce à la gestion saine désintéressée des fonds (cotisations) confiés par nos adhérents. C'est donc grâce à eux que nous pouvons agir.



François Soulage (au micro), était le grand témoin du Forum. À droite, Henri Boutet

en évidence l'intérêt de travailler en cohérence et en coordination pour donner des débouchés concrets à ce constat. Le collectif Vacances ensemble faisons vivre la solidarité était représenté dans les débats par Franck Dubois du Secours Catholique, Henri Boutet de La Pacifique, et Jean-Pierre Bauve de Destination Partage. Ils ont décidé de témoigner au sein du Collectif national de l'importance de

renouveler dans d'autres régions ce type de Forum, afin de permettre aux acteurs en région de s'identifier pour travailler ensemble.

**DESTINATION**  
partage

30 rue Pierre Basseur 77100 Meaux  
Tél. : 0160 54 2146 Fax : 0164 76 34 25  
— en partenariat avec —

Site : [www.destinationpartage.fr](http://www.destinationpartage.fr)  
Mail : [contact@destinationpartage.fr](mailto:contact@destinationpartage.fr)

